**Le rendez-vous manqué et ses coulisses**

*Il aurait peut-être fallu faire plus attention à la Marche…*

**Déjà trente ans de passés depuis la *« Marche des beurs »* de Marseille à Paris comme l’ont dénommée les journalistes au grand dam des principaux intéressés qui l’avaient, eux, appelée *« Marche pour l’égalité »,* comme en témoigne le tract de l’appel initiateur du 1er août 1983 signé par 4 jeunes Français d’origine maghrébine de SOS Avenir Minguettes, dont Toumi Djaidja (tout juste remis de la balle tirée dans le ventre par un policier alors qu’il tentait de défendre un jeune des crocs d’un chien policier) et par 4 membres de la CIMADE de Lyon dont Christian Delorme, prêtre et Jean Costil, pasteur, avec le soutien du MAN (Mouvement pour une alternative non-violente). Qui s’en souvenait encore avant le curieux élan de commémoration quasi officielle de ces dernières semaines, à part « ceux et celles qui marchent encore » ?**

Certes les marcheurs, qui, peu de temps avant, étaient encore relégués dans leurs cités de banlieue, avaient été reçus triomphalement par 100 000 personnes le 3 décembre 1983 à Paris (arrivée initialement prévue pour le 30 novembre), après 1200 km parcourus à pied. Partis le 1er octobre, ils avaient, au début, péniblement progressé dans une indifférence quasi générale jusqu’à un retournement de l’opinion suscité par l’indignation devant la défénestration, le 14 novembre, d’un jeune touriste algérien, Habib Grimzi, balancé d’un train par 3 apprentis légionnaires près de Castelsarrasin. Dans la foulée de leur arrivée à Paris, ils sont reçus par François Mitterrand, le soir même à l’Elysée. Mais il faut dire que, dans les derniers jours, la récupération politicienne battait son plein avec des ministres compagnons de marche (Cheysson, Lang…) et la logistique du ministère de l’Immigration à l’arrivée. Les marcheurs obtiennent la mise en place de la « carte de séjour de dix ans », avancée significative pour les travailleurs immigrés, mais sans conséquence directe pour les jeunes *« issus de l’immigration »* ou de la *« 2e génération immigrée »* comme on les dénommait à l’époque dans un contre-sens complet étant donné qu’en général nés sur le territoire français ils étaient d’authentiques jeunes Français. Ce fut tout ! Et rien en ce qui concernent l’arsenal juridique contre les meurtres racistes (si courants à l'époque que nous nous retrouvions fréquemment lors de « marches blanches » auprès des familles de jeunes, voire d’enfants, assassinés), les contrôles au faciès, le développement social dans les quartiers, l’égalité des salaires Français-immigrés, etc. ou le droit de vote des étrangers aux élections locales - pourtant partie prenante des propositions du candidat Mitterrand avant 1981 et toujours pas acquis plus de trente après !

Puis, dès les jours suivants, après les feux de la rampe, c’est le retour à la case départ, dans les cages d’escalier, les halls d’entrée et les caves des HLM de leurs cités (peut-être cliché, mais stricte réalité !) ; les initiateurs de la Marche se voyant même refuser des locaux associatifs comme de vulgaires «lascars» qu’ils n’auraient pas dû cesser d’être ! Et dans les mois suivants, Toumi prend de la prison ferme pas tant pour un obscur vol de voiture commis en 1982, mais plutôt pour le punir de son rôle d’initiateur et de leader dans la Marche, lui qui en a eu le premier l’idée sur son lit d’hôpital après avoir vu le film *Gandhi.* Quel gâchis !

Travailleur social en Seine-Saint-Denis, le «9-3», de 1981 à 1986, j’étais à l’époque au plus près de ces jeunes, à la fois investi dans mes activités professionnelles mais aussi dans le Service civil international et la commission jeunes de la FASTI (Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés). Je peux témoigner à quel point ces jeunes voulaient participer à *« former ensemble une nation solidaire liée par la fraternité »,* traversant la France *« pour retrouver toutes celles et tous ceux qui veulent que l’égalité des droits et des chances l’emporte sur la ségrégation, que l’amitié ait raison du racisme, et que la paix sociale fasse taire les 22 long rifle »* (cf. le texte d’appel).

Alors, dans les quartiers, la rage est à la mesure du sentiment d’avoir été floué, manipulé ; et nombreux sont ceux et celles pour qui la Marche avait été leur première sortie à la lumière et qui ne veulent plus entendre parler de rien et se replient sur leurs cités, leurs bandes, leurs communautés, et souvent sous l’influence de prédicateurs intégristes débarqués dès 1982 dans les banlieues, sur leur religion en ce qui concerne les jeunes d’origine maghrébine. Car il est important de rappeler ici que la dimension religieuse était, à l’époque, quasi totalement absente des préoccupations de ces jeunes, filles comme garçons ; l’attachement à la culture musulmane se réduisant souvent à l’interdit de la consommation de porc et au respect du ramadan surtout dans son aspect communautaire et festif, mais rien en ce qui concerne les interdictions du tabac et de l’alcool, et quasi aucune pratique de la moindre prière. De même les OS immigrés de Talbot qui venaient de mener une lutte très dure tout comme les « grands frères » militants autour du journal *Sans frontières,* des concerts *Rock Against Racism* ou *Rock Against Police*, puis de l’agence IM’média autour de Mogniss Abdallah étaient à mille lieues de la moindre revendication d’affirmation religieuse, tout en respectant dans une démarche laïque les pratiques de leurs aînés.

 Alors quelques jeunes et moins jeunes, issus du collectif parisien de soutien à la marche de 1983, décident de relever le gant, sous l’impulsion de la cinéaste et auteure Farida Belghoul d’origine algérienne. Celle-ci a milité un temps au PC, puis l’a quitté peu avant l’affaire du « bulldozer de Vitry » fin 1980\*. Un collectif se forme autour de jeunes des cités de la région parisienne comme Nordine Iznasni et ses copains Tarek et Farid de l’association Gutenberg de Nanterre (trio toujours sur la brèche aujourd’hui, co-organisateurs avec Ceux qui marchent encore des évènements des 7 et 8 décembre derniers à Paris), comme Messaouda, Adjera des Francs-Moisins, de jeunes du Nord et de l’Est comme Ahmed Boubeker, de la commission jeunes de la FASTI avec José Vieira, son permanent à cette époque, et d’autres jeunes d’origine portugaise comme Candida, Nelson, Maria et Gloria, de jeunes d’origine africaine comme Mamadou et Souleyman ou asiatique comme Liemké ou bien de jeunes et moins jeunes « Français d’origine française » comme Jérôme, Josée, Bernadette et Eric, bientôt rejoints par quelques « vieux de la vieille » anciens des Comités anti-expulsions, comme Olga, Julien et Pascal (aujourd’hui avocat de Jeudi noir), et des luttes dans la foulée de Mai 68 et par un collectif d’animateurs et de travailleurs sociaux de toutes origines dont Marie-Laure Mahé (ancienne marcheuse de 1983 du départ à l’arrivée, qui vient d’en écrire le roman *En marche*, Sokrys Editions).

Le projet consiste à organiser, avec la convergence vers Paris de 5 groupes de 12 rouleurs en mobylette, Français de toutes origines, partis le 3 novembre de Brest, Roubaix, Strasbourg, Marseille et Toulouse, et créant l’événement d’étape en étape, un *« défilé-carnaval de toutes les cultures, de toutes les couleurs pour l’égalité »* à l’arrivée le 1er décembre 1984 à Paris (en référence au carnaval multiracial et multiculturel annuel de Notting Hill à Londres), reprenant au mot le joli slogan apparu à l’arrivée de la Marche de 1983 sur une simple pancarte par un jeune « Français de souche » : *« La France est comme une mobylette, pour avancer il lui faut du mélange*».

Les débats du printemps 1984 permettent d’affiner la réflexion en particulier autour du thème du « droit à la différence », cher à la gauche traditionnelle antiraciste, mais, en fait, porte ouverte sur une conception différentialiste et ségrégative de la société dont l’exemple le plus monstrueux était l’Afrique du Sud de l’apartheid. C’est pourquoi le collectif organise l’occupation sauvage des locaux de l’UNESCO le jour de la Journée internationale contre le racisme en mars lors des Assises nationales organisées par le MRAP autour de *« Vivre ensemble avec nos différences »,* manière pour les jeunes de rester mobilisés de façon autonome et de se rappeler aux bons souvenirs des antiracistes bien-pensants.

Le petit groupe de préparation et d’organisation de « Convergence 84 pour l’égalité », qu’Eric Favereauqualifiera dans les colonnes de *Libération* de *« mélange d’étonnants »,* décidé à se servir du territoire français comme d’une scène de théâtre, prend le parti de l’indépendance absolue, avec l’engagement chevillé au corps de ne laisser aucune place aux récupérateurs de tous poils, par principe et comme seule voie possible pour que les jeunes de 1983 se remobilisent en restant autonomes. Quelques «  marcheurs historiques » et des jeunes de Marseille (dont Zineb et autres «gazelles»), de Roubaix, du bassin lorrain… vont rejoindre Convergence 84 et se reconnaître dans son mot d’ordre *« Vivons égaux avec nos ressemblances quelles que soient nos différences ».*Les comités de soutien se multiplient, les associations traditionnelles sont mobilisées, les grands noms du monde intellectuel signent des appels, un collectif d’universitaires réuni autour d’Etienne Balibar, Christian Dutertre et Albano Cordeiro offre ses services. La FASTI, avec Manuel Dias, Carlos Bravo, et les associations maghrébines et portugaises ainsi que la Ligue des droits de l’homme, la CIMADE, le CLAP et le CCFD participent au soutien ; mais tout cela sur la base du respect de l’autonomie de l’initiative au grand dam des relais institutionnels habituels et des grands partis de gauche.

C’est un succès, l’arrivée le 1er décembre rassemble à nouveau 30 000 personnes, mais cette fois-ci sans chaperons. En revanche, le discours d’arrivée place de la République prononcé par Farida, comme un cri de colère et de désespoir, avec pour titre *« Lettre ouverte aux gens convaincus »* fait l’effet d’une douche froide sur l’assistance pourtant sympathisante et bienveillante, sur fond de dissensions dans *«l’état-major»* même de Convergence. Le discours, fruit du vécu et du ressenti des rouleurs lors de leurs étapes, étale au grand jour le grand malentendu entre les milieux humanistes, antiracistes et bien-pensants des centres-villes, et les jeunes des zones de relégation que sont les banlieues. Le concert du soir est à la hauteur de l’évènement, mais, dès le lendemain, comment poursuivre sur ce constat sans appel, sur de telles bases radicales, coupés des habituels soutiens ? D’autant que nous nous entredéchirons lors des débats de l’après-Convergence alors que « nous nous étions tant aimés », et certains rendent leur tablier.

Surtout qu’un évènement inattendu a eu lieu lors de l’arrivée de Convergence à Paris, et à notre insu : la distribution par milliers de la petite main de fatma jaune avec *« Touche pas à mon pote »,* pensée comme un véritable produit marketing (rappelant à la fois l’étoile jaune de sinistre mémoire et la culture musulmane au féminin), comme première apparition publique d’SOS Racisme, présenté à la presse le 22 novembre par son président Harlem Désir, entouré d’individus ayant suivi de près nos réunions et nos débats pour rebondir au mieux dans notre foulée, dans les locaux de la Ligue des droits de l’homme, totalement dans le dos de Convergence.

Puisque nous nous sommes montrés sourds à toute forme de récupération malgré de multiples tentatives y compris ministérielles, le pouvoir en place a donc concocté une parade en forme d’alternative. Sous les ors de l’Elysée de grands esprits sont à la manœuvre (nous l’apprendrons assez rapidement mais n’en connaîtrons l’identité des acteurs que bien plus tard !) autour de Jean-Louis Bianco, tel Gérard Colé, conseiller en communication de Mitterrand (qui sera remercié avec la présidence du Loto en 1989 et mis en examen en 1994 dans le cadre du scandale de la Française des jeux), piloté en sous-main par Jacques Pilhan, véritable gourou ès communications, féru de situationnisme, ancien de l’équipe Séguéla, inventeur de la *« force tranquille »* et patron de la nouvelle agence de publicité Temps public dont la mission était *« la gestion de l’image du Président et aussi d’institutions et d’entreprises*» (on le retrouvera à nouveau conseiller en communication auprès de Chirac en 1995). Le beau bébé sera SOS Racisme avec de généreux donateurs comme Pierre Bergé, la mobilisation de l’UEJF (Union des étudiants juifs de France) autour d’un Eric Ghebali, un casting bien senti avec Harlem Désir, et une LCR, qui pourtant était partie prenante des comités de soutien à Convergence, appelant les jeunes à s’y inscrire, avec un Julien Dray ultra-présent sur tous les tableaux.

Pour les jeunes des banlieues c’est le comble après la récupération de la Marche de 83, et les premières réactions spontanées - j’en témoigne ici - les poussent à vouloir aller perturber physiquement les premières manifestations publiques d’SOS Racisme, sur fond malheureusement parfois d’un antisémitisme - ou plutôt d’une judéophobie - détestable. SOS va plutôt attirer la jeunesse scolarisée, beaucoup moins en souffrance que les jeunes des quartiers, et savoir les mobiliser dans de « grandes messes-concerts » qui vont aider à leur prise de conscience antiraciste. Il ne s’agit pas ici de dire que toutes les activités ultérieures d’SOS n’ont eu un aucun impact dans les luttes contre le racisme, et que tous ses membres n’ont été que des « idiots utiles » manipulés, tout comme il faut reconnaître qu’un certain nombre de hiérarques du pouvoir socialiste ont pu avoir des attitudes tout à fait correctes tels mesdames Gaspard et Dufoix ou messieurs Worms et Belorgey, entre autres…

Les commémorations actuelles de la Marche de 83 auront au moins permis de lever le voile sur les fonts baptismaux d’SOS Racisme suffisamment troubles dans la volonté de déposséder le « mouvement beur » de son autonomie et promouvoir un mouvement jeune, propre sur lui et malléable par le pouvoir en place.

De leur côté, les «rejetés» et autres «relégués» n’auront pour la plupart pas d’autres solutions que l’arrêt de toute activité et le silence, la fuite en avant dans la délinquance ou les addictions, ou le repli communautaire et/ou religieux, repli que les toujours même bien-pensants déplorent tant aujourd’hui, quand ils ne vont pas jusqu’à les en blâmer…

D’ailleurs, aujourd’hui, le grand malentendu ne persiste-t-il pas entre la gauche traditionnelle, «laïcarde» à l’ancienne, et les jeunes de culture musulmane se raccrochant aux branches de leur religion comme une bouée de survie et, en retour, l’affichant ostensiblement en défi, *« colère et protestation politique contre l’abandon des cités et de leurs habitants »,* ayant à nouveau été relégués hors du champ politique et dans le seul camp de la «religion», en fait *« conglomérat d’appartenance à la fois sociale, territoriale, économique et religieuse\*\* ».*

Malgré tout, Convergence va connaître une suite éphémère avec Mémoire fertile et l’Université alternative antiraciste pour l’égalité (jusqu’en 1986). Mais surtout, malgré tous ces déboires, le mouvement va perdurer sous de multiples formes et appellations, avec les JALB (Jeunes arabes de Lyon et banlieue, suite de Zaâma d’banlieue autour de Djida Tazdaït, qui n’avait pas participé à la Marche de 83 par peur des manipulations !), le Comité contre la double peine, le MIB (Mouvement de l’immigration et des banlieues), Agora, Diversité, Tactikollectif et les Motivés à Toulouse, Origines contrôlées, ACLeFeu, L’Echo des cités, Remembeur et autres Indigènes de la République…, comme l’ont fort justement rappelé Ceux qui marchent encore.

Daniel Guerrier, compagnon de route et de lutte, décembre 2013

PS : Si vous avez vu, ou allez voir, le film *La Marche,* très fidèle, avec le ton juste, vous avez ci-dessus la réponse au questionnement induit par les dernières lignes de texte avant générique. De mémoire : *« Dans l’enthousiasme de la Marche, un an après fut fondé SOS Racisme. Aucun des marcheurs n’en fera partie. »* De même que vous avez l’explication de la fin de non-recevoir adressée en novembre 2013 par Toumi Djaidja à l’actuel ministre de la Ville, François Lamy, concernant une commémoration officielle de la Marche de 83 aux Minguettes, alors que ce dernier, à l’époque instituteur en banlieue et membre du PSU, faisait réellement partie du service d’ordre à l’arrivée le 30 novembre 1983. Le même François Lamy, il y a quelques années, a donné toute la mesure de son «humanité» en refusant l’eau courante et l’enlèvement d’un énorme amoncellement de détritus insalubres à un campement de Roms à Palaiseau, ville dont il fut maire de 2001 à 2012, leur refusant le moindre dialogue comme si ils formaient un « peuple invisible » sur le mode du comportement des Blancs vis-à-vis des Africains à la grande époque de l’apartheid. Comme quoi les boucs émissaires se suivent, se ressemblent et même parfois s’additionnent…

\* Farida Belghoul réapparaît aujourd’hui dans le sillage d’Egalité et Réconciliation autour d’Alain Soral et de son complotisme judéophobe délirant, semblant trouver là un exutoire à sa rage sociale et politique toujours intacte. Réduire tous les problèmes du moment, certes monstrueux, et les méfaits de la mondialisation aux méfaits d’une soit disant conspiration relève à tout le moins d’une paresse intellectuelle devant la nécessité de continuer à analyser l’évolution du capitalisme et à le combattre en tant que tel, sinon de la pire démagogie ou de théories nauséabondes. Cela dit tout en réaffirmant notre droit à pouvoir critiquer la politique du gouvernement israélien et le projet sioniste qui la sous-tend sans être automatiquement taxé d’ «antisémitisme». Mes amis juifs antisionistes, ici et là-bas, en témoignent tous les jours ! Et les antiracistes d’origine juive qui ont participé à Convergence doivent être sidérés. A nouveau quel gâchis, sur fond d’ «ennemis complémentaires», en paraphrasant Germaine Tillion !

\*\* Cf. *Charlie Hebdo» sourd au rap et aux cités* de Louis Jésu *in* *Libération* du 17 décembre 2013, écrit à la suite de la polémique autour d’un couplet de la chanson d’un collectif de rappeurs, *Marche* (réalisée en marge du film éponyme) « *réclam(ant) un autodafé pour ces chiens de* Charlie Hebdo ». Personnellement j’ai d’abord réagi à ce couplet comme étant un total contre-sens par rapport à l’ambiance a-religieuse de la Marche à l’époque et en défenseur absolu du droit au blasphème (et je persiste et signe !). Mais en fait on peut se demander s’il n’est pas révélateur du gouffre socio-culturel existant entre l’équipe et les lecteurs athées militants de *Charlie,* enfermés dans une sorte d’entre-soi, entre « gens convaincus des centres-villes » et les jeunes Français des cités en souffrance, sans oublier la démagogie de certains rappeurs qui, souvent, ont désertés les banlieues dès leur réussite assurée.